

Ecrit par le 25 février 2026

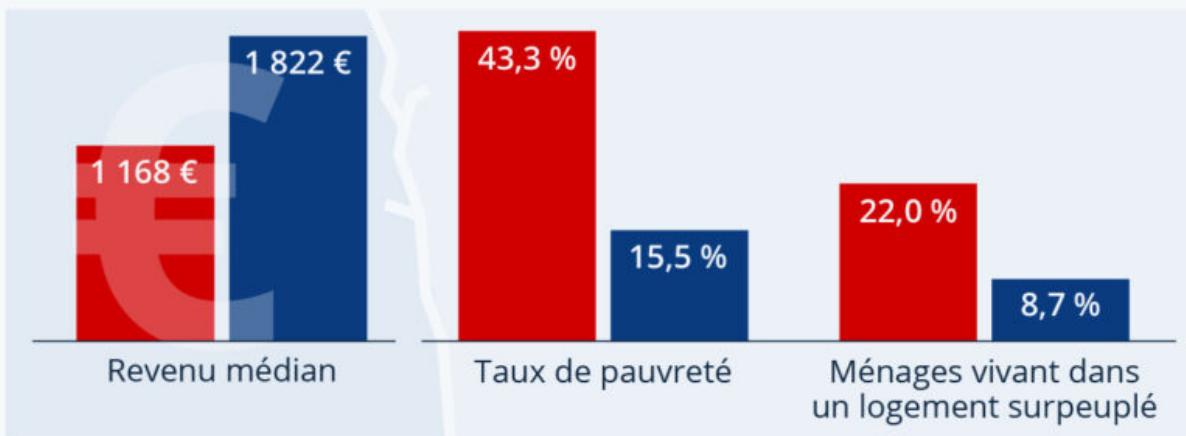
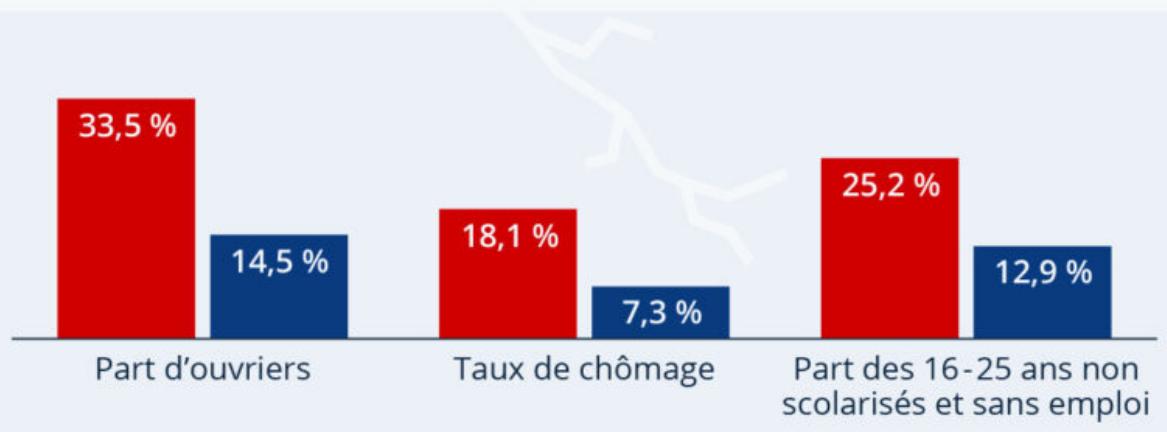
Banlieues, une fracture sociale

Ecrit par le 25 février 2026

Banlieues, une fracture sociale

Comparaison d'indicateurs socio-économiques entre les quartiers prioritaires et l'ensemble de la France

■ Quartiers prioritaires * ■ Ensemble de la France



* Quartiers prioritaires (QP) : revenu moyen < 11 250 €/hab/an. En 2022, 5,4 M de personnes (8 % de la pop.) vivaient dans 1 514 QP répartis dans 859 communes.
Dernières données disponibles : 2019/2020, sauf chômage : 2022.

Sources : Insee, ONPV, DARES, Observatoire des inégalités



Ecrit par le 25 février 2026

Les émeutes urbaines qui ont éclaté en France suite à la mort du jeune Nahel lors d'un contrôle policier ont ravivé les débats déjà anciens sur les problèmes des banlieues françaises, qui mêlent à la fois des questions sociales, historiques, d'urbanisme et de sécurité. Malgré les « plans banlieues » déployés dans le pays depuis plus de quarante ans, les politiques à l'égard des quartiers populaires n'ont pas réellement réussi à résorber les [inégalités](#) et la fracture sociale qui subsistent avec le reste de la population française.

Ces quartiers dits « prioritaires » sont généralement définis par le niveau de revenu de la population : moins de 11 250 euros annuels par habitant. Le [gouvernement français](#) dénombre 1 514 quartiers prioritaires répartis sur 859 communes et ils concernent environ 5,4 millions d'habitants, soit 8 % de la population française. Ces quartiers situés aux marges des villes concentrent les populations les plus exposées aux difficultés financières et aux problèmes sociaux : familles monoparentales les plus modestes, jeunes et immigrés les moins qualifiés.

Dans ces quartiers, le taux de chômage est 2,5 fois plus élevé que la moyenne nationale et environ le quart des jeunes de 16 à 25 ans sont non scolarisés et sans emploi (contre 13 % dans l'ensemble de la population). Comme le montre également notre graphique, la moitié des habitants des quartiers prioritaires vit avec moins de 1 168 euros par mois ([revenu net médian](#)), contre 1 822 euros pour l'ensemble des Français. Cela représente environ 650 euros de moins par mois pour vivre. Le taux de pauvreté dans les quartiers prioritaires dépasse ainsi 40 %, un chiffre 3 fois plus élevé que la moyenne nationale.

De Tristan Gaudiaut pour [Statista](#)

Les Angles, 100 personnes sont venues écouter le maire qui ne veut pas du chaos

Ecrit par le 25 février 2026



Ce matin, Paul Mély, le nouveau maire des Angles, en présence d'une partie de son Conseil municipal et de la Police municipale s'est adressé à ses administrés pour protester contre le chaos, les mairies qui brûlent, les magasins pillés, les domiciles de maires attaqués, les actes de dégradations et de violence, et assuré de son soutien les français victimes d'actes injustifiables. Il est l'un des maires, comme tous ceux de France qui se sont exprimés à midi pour défendre la République, contre les émeutes et le pillage.

Il a expliqué que cette situation de violence

n'avait pas surpris les maires qui alertent depuis très longtemps sur la dégradation de notre société. Le 1^{er} magistrat a évoqué un cycle inouï de violences que rien ne peut justifier et qui trahit une légitime émotion qui se transforme en délinquance de droit commun après le décès d'un jeune-homme tué à Nanterre et dont la Justice s'est saisie et a ouvert une enquête.

«Malgré l'intervention des forces de l'ordre et des pompiers,

des familles sont mises en danger et doivent être évacuées a souligné Paul Mély. Leurs biens personnels sont détruits. Des commerces et des entreprises voient leurs locaux pillés et incendiés. Des maires sont menacés, injuriés ou frappés. Les bâtiments communaux sont saccagés. Ces actes de violence d'une minorité sont inacceptables et pénalisent en premier lieu l'ensemble des habitants.

Ecrit par le 25 février 2026

Par la dégradation des bâtiments publics,

les émeutiers et les pilleurs empêchent les services publics de fonctionner au service de la population. Par les destructions d'écoles et de bibliothèque, ils sabordent les outils d'accès à la connaissance, à l'éducation et à la culture, donc à l'égalité des chances.

Par l'effet délétère des images et des réseaux,

ils renforcent la stigmatisation des quartiers et des autres habitants. Par les violences contre les élus, ils attaquent le cœur de notre démocratie. Cette dérive des comportements n'a aucune issue et ne fera qu'aggraver les difficultés que leurs auteurs prétendent dénoncer. La violence n'est jamais une solution.»

Paul Mély parle d'un déchaînement de violence imposé au pays

par une minorité agissante et appelle tous les Maires de France et l'Etat à rétablir l'Ordre républicain car il ne peut y avoir de Justice sans ordre.

Les maires de France appellent ensuite à une mobilisation civique de la société

pour le respect de la République et de la France. Chacun doit y prendre sa part sans la responsabilité et le calme pour que le dialogue puisse reprendre. A nous, maires, il appartiendra de tirer lucidement les leçons de cette crise, d'en décortiquer les ressorts profonds, de retisser les liens brutalement rompus et inlassablement de construire la cohésion dont notre Nation a tant besoin. »

Ce même texte, initié par l'association des maires de France

et des présidents d'intercommunalité a été lu par les Maires de France pour protester contre le chaos qui fait suite à l'interpellation et au décès d'un jeune-homme de 17 ans, Naël, au volant d'une Mercedes prêtée, par un tir mortel d'un policier puis au partage de la vidéo du drame sur les réseaux sociaux.

MH